



Synthèse

Note de veille

- Le mois de mars a été marqué par de nombreux articles avec un tropisme très prononcé sur l'Égypte, prouvant une fois de plus l'importance de cet Etat dans le cyberspace arabophone.
- Les attentats du 22 mars en Belgique ont été nettement moins relayés que les attentats de Paris. De nombreux comptes Twitter ont critiqué les organes de presse arabes, leur reprochant une focalisation sur le drame européen au détriment des morts dans les Etats arabes.
- Les rapports de force entre les pro et anti saoudiens ont occupé une part importante des échanges
- *Dans une vidéo, l'EI menace directement les autorités américaines.* AQMI présente l'attaque de Bassam al Kabir comme une réponse aux opérations Serval et Barkhane et annonce sa volonté d'expansion en Afrique de l'Ouest. *Les menaces de Daesh contre l'Espagne se précisent et une alliance stratégique avec AQMI est envisagée pour venger les musulmans opprimés dans ce pays et en France.
- *Le nouveau secrétaire général de la Ligue arabe est contesté et moqué. *L'armée égyptienne échoue dans sa tentative d'armer les tribus du Sinaï contre Daesh.
- *Des prisonniers palestiniens entament une nouvelle campagne de grève de la faim dans un centre de détention israélien. *Le gouvernement égyptien est accusé de mener une guerre secrète aux organisations de la société civile.
- *Patrick Cockburn accuse les opérations militaires de la France et de la Grande Bretagne d'avoir déstabilisé la Libye, favorisant l'émergence de l'Etat Islamique. *Les différents médias arabophones se livrent une véritable bataille de communication au sujet des opérations militaires au Yémen.
- *Suite au classement du Hezbollah comme groupe terroriste par le Conseil de Coopération du Golfe, la rivalité entre les pro et anti saoudiens s'est traduite par de vifs échanges sur Twitter.* Les autorités égyptiennes auraient proposé au Hamas de se distancer des Frères musulmans.
- *L'« Egyptian Cyber army » ferme le compte Twitter le plus influent des Frères musulmans. -*L'ordinateur personnel de M. Netanyahu a été piraté par un groupe de hackers palestiniens.* Anonymous accuse Twitter de soutenir l'Etat Islamique après la fermeture d'un de ses compte « Oplsis ».

Focus : Les représentations de la crise libyenne dans le cyberspace arabophone

Ce focus s'organise autour de la question des **ingérences internationales** qui domine le web arabophone, avec d'un côté l'occident (ONU, UE, France, Italie) et de l'autre les pays voisins et de la région. Le web arabophone relaye abondamment la menace de l'EI, la lutte des gouvernements en Libye et surtout les différents niveaux d'ingérences étrangères (occidentales, moyen-orientales, régionales), avec près de 500 alertes traitées ce mois-ci (environ 20 articles par alerte).

La dimension la plus relayée et discutée à travers les médias arabophones en ligne est sans aucun doute l'internationalisation du dossier libyen, en raison d'une actualité abondante. Les préparatifs d'une intervention militaire occidentale imminente sont au cœur des rumeurs et des échanges. Le cyber arabophone est unanime sur les dangers d'une intervention militaire occidentale qui se ferait contre la volonté du peuple libyen. Les conditions sont considérées comme optimales pour l'implantation et l'enracinement de Daesh en Libye et la représentation de la Libye comme « nouvelle frontière de l'Occident dans sa guerre contre l'EI » est dominante sur le web arabophone. Mais la représentation d'un « passage en force » et de l'« illégalité du gouvernement d'union nationale imposé de l'extérieur » est extrêmement relayée et les menaces de sanctions de l'UE font l'objet de représentations très négatives de la part des partisans des deux gouvernements.

La position prudente du Ministère de la Défense français quant à une éventuelle intervention militaire en Libye a été assez diffusée, mais les intentions françaises semblent faire peu de doutes dans la blogosphère : l'intervention militaire est présentée comme imminente et inexorable. La présence de forces spéciales britanniques sur le terrain libyen (et dans une moindre mesure, en Tunisie) fait l'objet d'un très grand nombre d'articles factuels. Depuis le 25 mars, une rumeur agite le web arabophone, selon laquelle la Jordanie et la Grande Bretagne « prépareraient une guerre secrète en Libye ».

Le web arabophone est en revanche nettement moins prolifique quant à l'ingérence des Etats voisins en Libye, en particulier les Etats africains mais aussi, plus curieusement, les Etats du Golfe qui pourtant s'avèrent fort actifs sur le dossier. A la lecture des très nombreux articles relatifs à l'EI, on décèle une véritable inquiétude face au phénomène d'expansion du terrorisme dans la région et aux impacts redoutés sur les scènes politiques intérieures des pays voisins (Algérie, Tunisie, Maroc, Egypte). Cette représentation de menace expliquerait leur refus catégorique de la perspective d'une nouvelle intervention militaire étrangère en Libye. L'idée selon laquelle l'EI en Libye serait beaucoup plus dangereux qu'en Irak et en Syrie est particulièrement relayée.

I. Actualités

A. Terrorisme-djihadisme

«داعش» يهدد «أوباما»: القتل والذبح ينتظر شعبيكم كما فعلنا في باريس

« Daesh menace Obama : La mort et la boucherie attendent votre peuple comme nous l'avons fait à Paris »

Auteur : Inconnu

09/03/2016



SYNTHESE: L'article informe d'une nouvelle menace envers les Etats-Unis émanant d'une vidéo de Daesh. Dans cette vidéo, les combattants de Daesh font référence aux attentats de Paris et menacent directement l'Amérique : «Paris n'est pas loin de chez vous et nous ferons à votre pays ce que nous avons fait au leur». En outre, le groupe confirme aux autorités américaines vouloir poursuivre ses attaques par tous les moyens puisque chaque attaque renforce sa volonté à poursuivre le combat.

COMMENTAIRE : L'article du site libanais Addiyar, qui est proche des positions du Hezbollah, revient sur une vidéo disponible encore à ce jour sur le site de Washington Claironproject¹.

Ce qu'il faut retenir de cette vidéo, c'est le rôle central des attentats de Paris dans la nouvelle communication de Daesh, qui l'utilise désormais comme une référence d'horreur et de réussite opérationnelle.

Sources: <http://www.addiyar.com/> (lien)

¹ : <http://www.clarionproject.org/news/disturbing-isis-video-we-will-attack-america-very-soon>

القاعدة تكشف أسماء منفذي هجوم "بسام الكبير"

« Al Qaeda révèle les noms des auteurs de l'attaque de Bassam Al Kabir »

Auteur : Sahara Media (Site)

14/03/2016



SYNTHESE: L'article décrit la vidéo des revendications officielles des attentats en Côte d'Ivoire à Bassam Al Kabir par AQMI. L'organisation révèle les noms des responsables des attentats ainsi que leur appartenance tribale. Les attentats sont présentés comme la réponse aux opérations militaires françaises dans la région, Serval et Barkhane. L'organisation souhaitait cibler les croisés et les lieux qu'ils fréquentent ainsi que ceux qui ont participé à l'invasion française au Mali et qui sont alliés avec la France dans la guerre contre le terrorisme. D'après l'article, à la fin de cette vidéo, l'organisation annonce son projet d'étendre son territoire dans l'Afrique de l'ouest.

COMMENTAIRE : L'article est tiré du site mauritanien Saharamedias et n'a pas été repris par les autres médias arabes. Il est impossible de retrouver la vidéo sur les sites d'informations arabes, internationaux ou sur les réseaux sociaux. Bien que l'information sur la revendication soit reprise par les médias français, ni le nom des auteurs de l'attentat ni leurs origines n'ont été divulguées. De même, seul cet article fait référence expressément aux opérations Serval et Barkhane. La France semble bien être au centre de la stratégie de communication d'AQMI.

Sources: <http://www.saharamedias.net> (lien)

داعش ترسل لمدرید تهديد جديد يشمل خريطة تقسيم إسبانيا بالقرن ال

- «Daesh envoie à Madrid la nouvelle menace qui contient une carte de partage de l'Espagne du 11^e siècle»

Auteur : Fatima Chouka

02/03/2016



SYNTHESE: L'article traite de la menace grandissante de Daesh envers l'Espagne. Dans le journal espagnol *El Confidential*, l'organisation y annonce sa volonté de rétablir le Califat d'Andalousie. En effet, Daesh voit dans la disparition de cette entité musulmane au 15^{ème} siècle le début d'une période d'esclavage pour les musulmans espagnols, pressions qui perdurent jusqu'à aujourd'hui.

COMMENTAIRE : Les premières informations de menaces de Daesh envers l'Espagne sont apparues fin janvier, notamment sur des sites comme Jihadwatch.org¹. En mars, les articles sur cette question se sont multipliés. L'ensemble des sources reprend la même information : les préparatifs d'une opération terroriste en Espagne. Il est principalement question d'invasion de l'Espagne pour y rétablir al Andalous (une vidéo met même en scène un combattant francophone qui menace l'Occident avant d'exécuter des prisonniers²) et d'une dynamique d'alliance stratégique avec AQMI en vue d'envahir l'Europe aux premiers rangs desquels l'Espagne et la France afin de venger les musulmans opprimés d'Occident³.

Sources: <http://www.youm7.com> (lien)

¹: <http://www.jihadwatch.org/2016/01/islamic-state-to-spain-we-will-recover-our-land-from-the-invaders>

²: <http://www.alalam.ir/news/1784673>

³: <http://www.akhbarona.com/world/155178.html>

B. Mouvements populaires et rivalités politiques

الجامعة العربية - لم تعد لا جامعة ولا عربية

« La Ligue arabe- n'est ni une Ligue ni arabe »

Auteur : Abdelhamid Sayam

17/03/2016



SYNTHESE: Après l'annonce le 10 mars de la nomination de Ahmad Aboul Gheit en tant que secrétaire général de la Ligue arabe, l'auteur se moque du niveau d'arabe médiocre de M. Aboul Gheit et de son passé politique peu glorieux en rappelant son rôle dans la répression des mouvements populaires précédents la chute de Mubarak ainsi que la conférence de presse en compagnie de Tzipi Livni au début de la guerre à Gaza le 26 décembre 2008. Selon l'auteur, cette nomination est le dernier clou planté dans le cercueil de cette organisation régionale qui n'a jamais résolu aucune des 56 crises qu'elle a traversé en 60 ans d'existence. L'auteur propose une répartition plus équitable des postes qui tiennent compte du poids politique et démographique important de l'Egypte, avec une présidence tournante assurant un secrétaire égyptien tous les 4 mandats quinquennaux.

COMMENTAIRE : Cet article a été très repris sur Facebook (plus de 300 partages après sa publication). D'une part, il confirme la montée en puissance depuis quelques années d'un mouvement de critiques sur l'inefficacité politique de la Ligue arabe et du contrôle absolu de l'Egypte sur cette organisation. D'autre part, l'article reflète assez fidèlement un phénomène plus global de dénonciation du retour des figures de l'ancien régime égyptien à des postes politiques clés. En effet, le nouveau secrétaire général n'est autre qu'un ancien ministre des Affaires étrangères sous l'ère Mubarak. La plupart des contestations sur les réseaux sociaux émanent de citoyens égyptiens ayant soutenu les mouvements populaires en 2011 et

de Palestiniens se sentant trahis par un secrétaire général, le traitant de collaborateur et de sioniste. En revanche, on ne compte aucune critique émanant des principaux ministres ou dirigeants des Etats arabes.

Sources: <http://www.alquds.co.uk/?p=501487>

فشل حملة الجيش المصري في تجنيد قبائل سيناء لمحاربة داعش

« Echec de l'armée égyptienne dans les campagnes de recrutement des tribus du Sinaï pour combattre



Daesh »

Auteur : Watan (Site)

03/03/2016

SYNTHESE: En se basant sur une information de l'agence Reuters, l'article relate l'échec de l'armée égyptienne dans sa tentative de militariser les tribus du Sinaï dans l'optique d'une confrontation avec Daesh. Après une année d'essai, seulement 35 combattants ont été recrutés. Parmi les raisons avancées pour justifier cet échec, un manque de volonté de l'armée de fournir du matériel militaire aux tribus ainsi qu'une formation militaire laxiste, décrite plutôt comme une succession de conseils.

Cet échec est présenté comme une défaite personnelle de M. Sisi et rappelle les lourdes pertes parmi les militaires et gendarmes égyptiens qui, selon la revue de l'Etat Islamique el Naba', s'élèveraient à plus de 1400 morts en 15 mois.

COMMENTAIRE : Le site Watan, au même titre qu'une dizaine d'autres sites arabes, aborde la tentative ratée de militarisation des tribus dans le Sinaï par Sisi, une thématique qui sur le web francophone est souvent éclipsée par les opérations terroristes menées par l'Etat Islamique contre des policiers égyptiens². Les raisons de l'échec semblent principalement dues à une méfiance réciproque entre les protagonistes : d'un côté l'armée égyptienne qui a besoin de clientéliser les Bédouins dans sa lutte contre le terrorisme, tout en redoutant de les armer de crainte que les armes ne se retournent contre elle ; et d'un autre côté, les principaux chefs tribaux du Sinaï qui se sentent abandonnés par le gouvernement central depuis de nombreuses années. A noter que certains chefs tribaux refusent eux-mêmes la logique d'armement, redoutant la militarisation accrue des inlassables conflits intertribaux. Notons que la presse arabe n'hésite désormais plus à citer des sources de l'EI !

Sources: <http://www.watanserb.com> (lien)

¹<http://www.alquds.co.uk/?p=492234>

²<http://www.leparisien.fr/international/egypte-13-policiers-tues-dans-une-attaque-de-daech-dans-le-sinaï-19-03-2016-5642543.php#xtref=https%3A%2F%2Fwww.google.fr%2F>

C. Société civile et gouvernance

أسيراً فلسطينياً في سجون إسرائيل يبدأون إضراباً عن الطعام

« 46 prisonniers palestiniens dans des prisons israéliennes débutent une grève de la faim »

Auteur : Reem Najmi

03/03/2016



SYNTHESE: 46 prisonniers palestiniens détenus dans le centre israélien de Etzion au sud de Jérusalem ont annoncé le 3 mars le début de leur grève de la faim, dénonçant des humiliations régulières et des aveux forcés. Leur avocat et l'ONG palestinienne qui les soutient appellent à la fermeture de ce centre inhumain.

COMMENTAIRE : Le phénomène des grèves de la faim de prisonniers palestiniens dans les prisons israéliennes alimente vivement le cybermonde arabophone depuis août 2015. Toutefois, cette énième information diffusée par le site al Ain basé aux Emirats arabes unis a connu un essoufflement médiatique très rapide après un pic de quelques jours. Cela est sans doute dû à la répétition fréquente de ces actions mais également à un cercle de diffusion de plus en plus restreint (essentiellement des Palestiniens et leurs sympathisants), et ce en dépit d'une stratégie de communication ciblant un public international à travers la diffusion de nombreux articles en anglais³.

Visiblement, dans un contexte croissant de guerres civiles régionales, la question palestinienne n'apparaît plus centrale et a peu de capacité de mobilisation sur les réseaux sociaux arabes.

Sources: <http://www.al-ain.net/article/82221>

¹<http://www.freedom.ps/>

²<https://electronicintifada.net/tags/hunger-strik>

³<http://www.haaretz.com/israel-news/1.704807>

حرب سرية لنظام السيسي ضد منظمات المجتمع المدني

« Guerre secrète du gouvernement Sisi contre les organisations de la société civile »

Auteur : Al Araby al Jadid (site)

01/03/2016



SYNTHESE: L'article revient sur des décisions gouvernementales présentées comme secrètes et visant ces dernières semaines les principaux dirigeants des groupes de défense des Droits de l'homme en Egypte. Certains ont été mis sous surveillance et interdits de quitter le territoire national. L'article liste les nombreuses personnes visées, avec une quinzaine de noms connus parmi lesquels figurent Hossam Bahjat, Gamal Eid ou Hossam Ali.

Selon la source, le ministre de la Justice Ahmad al Zind a annoncé la nomination de deux nouveaux juges afin de constituer une commission d'enquête à l'image de celle de 2011 qui avait perquisitionné et accusé de financements illicites plus d'une quinzaine d'ONG égyptiennes et étrangères. La commission mènerait actuellement ses recherches afin d'identifier les évasions fiscales et les aides étrangères reçues par des organisations sans l'aval du gouvernement égyptien.

COMMENTAIRE : Le site d'information al Araby el Jadid basé à Londres revient sur une information qui a été très relayée sur les réseaux sociaux arabes, et notamment auprès de la jeunesse égyptienne, à l'instar du Mouvement des Jeunes du 6 avril² fondé en 2008 et ayant appelé aux manifestations lors de la révolution égyptienne de 2011. En revanche, le cybermonde francophone ne s'en est guère fait l'écho.

La médiatisation de ces informations et leur diffusion sur les réseaux sociaux arabes montrent que le régime autoritaire de M. Sisi doit faire face à des acteurs de la société civile qui s'opposent de plus à plus à sa dérive autoritaire. A titre d'exemple, la nomination de l'ancienne ministre Faiza abou el Naja est souvent perçue comme une volonté de l'Etat d'accroître le niveau de contrôle sur les organisations de la société civile.

Sources: <http://www.alaraby.co.uk/> (lien)

¹<http://www.amnesty.fr/Nos-campagnes/Liberte-expression/Actualites/Egypte-le-gel-avoirs-pour-eradiquer-la-societe-civile-17954>

²<https://www.facebook.com/6thApril>

D. Perceptions/Représentations des opérations de Défense

كوكبيرن: قادة الغرب مسؤولون عن ظهور "داعش" ويتملصون من مسؤوليتهم عن انتشار الإرهاب بالشرق الأوسط
« Cockburn : les dirigeants occidentaux sont responsables de l'émergence de " Daesh " et se déchargent de la responsabilité de la propagation du terrorisme au Moyen-Orient »

Auteur : ORTAS
20/03/2016

SYNTHESE: L'article revient sur les propos de l'écrivain britannique Patrick Cockburn parus dans *The Independent*. Il y accuse la France et la Grande Bretagne de nier toute responsabilité dans l'émergence de l'EI au Moyen Orient et son extension en Occident alors qu'ils en seraient directement responsables, en ayant misé sur l'effondrement de la Syrie et la Libye en s'alliant aux Etats du Golfe. Dans le cas de la Libye, l'écrivain vise nommément M. Sarkozy et M. Cameron qui en intervenant militairement dans cet Etat l'ont plongé dans un chaos sécuritaire, offrant un climat favorable à l'émergence de l'EI.

Il accuse les médias occidentaux de couvrir les agissements de leur gouvernement et d'offrir une vision partielle des crimes de Daesh, occultant très souvent les crimes commis au Moyen-Orient au profit des actions terroristes en Europe. En effet, ces dernières bénéficient d'une couverture médiatique beaucoup plus large, et ce en dépit du nombre de victimes bien plus important dans les pays arabes et musulmans.

COMMENTAIRE : Cet article est intéressant à maints égards.

Par leurs actions militaires, la France et la Grande Bretagne sont décrites comme des vecteurs de chaos. Cette représentation de la responsabilité occidentale dans l'émergence du terrorisme djihadiste est abondamment répandue sur les réseaux sociaux arabophones. Elle va souvent de pair avec la représentation (également très reprise) selon laquelle le traitement médiatique occidental vis-à-vis des actes terroristes est injustement disproportionné et européen-centré alors même que les Arabes sont les premières victimes de ces actes barbares.

Enfin, il est à noter que cet article a été repris en arabe par un organe de presse proche du gouvernement syrien qui n'hésite pas depuis 2011 à mettre en avant les discours des figures médiatiques occidentales pour faire passer ses messages dans sa stratégie de communication médiatique internationale.

Sources : <http://www.rtv.gov.sy/index.php?d=13&id=198761>

وثائق سرية تكشف تواطؤ إيران لتقسيم اليمن
« Des documents secrets révèlent la complicité iranienne dans la division du Yémen »

Auteur : Al Wasat (journal)
01/03/2016

SYNTHESE: L'article d'al Wasat revient sur la mort d'une dizaine d'experts iraniens et libanais lors de frappes sur la ville de Saada par la coalition saoudienne ainsi que des informations secrètes affirmant que l'Iran vise à diviser par la force le Yémen en deux Etats et cela en accord avec les Houthis et l'ex-président Ali Abdallah Saleh et en comptant sur l'appui de milices chiites libanaises et irakiennes. Un autre journal koweïtien « el shahed », cité dans l'article, a évoqué l'Iran comme poussant pour le contrôle du détroit de Bab el Mandeb présenté comme plus important que l'accès au nucléaire.

Face à ces accusations, l'hebdomadaire Syrien al Nour, sous la plume de Siyah Izam², revient sur l'échec des différentes opérations militaires et stratégies politiques de l'Arabie Saoudite au Yémen, en Syrie et en Irak malgré d'énormes moyens

financiers. Par ailleurs, l'article accuse l'Arabie Saoudite de viser directement le Hezbollah grâce à des campagnes de pressions médiatiques et de vouloir détruire le Liban dans son ensemble.

COMMENTAIRE : Les opérations militaires de l'Arabie Saoudite au Yémen offrent régulièrement un terrain d'affrontement entre les différents médias arabophone en ligne. L'Iran, les Houthis et le Hezbollah sont opposés très souvent aux Etats-Unis, Israël et Etats du Golfe.

Parmi les arguments récurrents, il faut noter les habituelles contestations des résultats militaires de l'adversaire mais aussi un travail de sape sur les représentations populaires de l'ennemi. Ainsi, les Etats du Golfe sont décrits comme des collaborateurs abandonnant les grandes causes arabes et s'en prenant à un groupe « résistant héroïque », le Hezbollah. Côté pro-saoudiens, l'Iran est souvent dépeint comme un agent de chaos, infiltrant les sociétés arabes. Le discours évolue vers des considérations stratégiques comme les détroits avec l'inévitable question du détroit d'Ormuz, mais également un intérêt croissant pour le détroit de Bab el Mandeb.

Sources: <http://www.alwasat.com.kw/ArticleDetail.aspx?id=13137>

²<http://www.an-nour.com> (lien)

E. Relations internationales/Jeux d'influence entre les différents Etats arabes

حرب مشتعلة في تويتر بين السعودية وحزب الله

« Guerre enflammée sur Twitter entre l'Arabie Saoudite et le Hezbollah »

Auteur : Reem Najmi

02/03/2016



SYNTHESE: L'article revient sur le classement du Hezbollah comme groupe terroriste par le conseil de coopération du Golfe le 2 mars qui a enflammé les réseaux sociaux et notamment Twitter, où le Hezbollah et l'Arabie Saoudite se sont livrés une véritable offensive de communication.

Selon l'article, le hashtag Hezbollah-organisation-terroriste a eu un grand succès en Arabie où Twitter a un taux de pénétration très élevé. Le juge saoudien Issa el Gheit¹, l'influent prédicateur saoudien Mohamad al Arifi et le responsable du Quotidien Asharq al Awsat, Salman al Dossri s'en sont pris directement au Hezbollah. L'article rappelle également que de nombreuses caricatures et hashtag insultants ont circulés sur Twitter, visant essentiellement Hassan Nasrallah. De nombreuses publications, souvent saoudiennes, appelaient à cesser les aides financières et les liaisons aériennes avec le Liban. De plus, le journal Al Watan el Arabi basé à Dubaï a contesté l'information publiée par le journal libanais pro-Hezbollah, al Akhbar selon laquelle une délégation israélienne aurait visité il y a quelques semaines l'Arabie Saoudite² et que Adel el Jubayr se serait également rendu en Israël.

COMMENTAIRE : De nombreuses publications saoudiennes sur Twitter appellent à joindre les Houthis à la liste de groupes terroristes comme le Hezbollah. De plus, le triptyque de mots clés (Hezbollah groupe terroriste-Houthis-Daesh) revient régulièrement, ce qui atteste clairement de la transposition des rapports de forces politico-militaires dans le cyberspace. Dans ce contexte de rivalités opposant les pros et anti Arabie Saoudite sur le web arabophone, notons que les positions pro-saoudiennes sont clairement dominantes dans les débats en ligne en raison d'une meilleure pénétration d'Internet et des réseaux sociaux dans les Etats du Golfe et une mobilisation tous azimuts des intellectuels saoudiens comme le journaliste Jamal Khashoggi.

La confrontation se situe sur trois niveaux d'analyse: 1. une opposition entre les différents organes de presse en fonction de leur Etat d'origine ; 2. une rivalité personnelle entre les principaux intellectuels et influenceurs du Golfe sur les réseaux sociaux ; 3. des échanges nombreux et parfois violents entre partisans libanais du Hezbollah ou simples citoyens du golfe sur les réseaux sociaux

Sources: <http://www.dw.com> (lien)

¹ <https://twitter.com/issaalghaith>

² <http://www.alwatanalarabi.com> (lien)

المخابرات المصرية لحماس: الأنفاق مقابل الإخوان

« Les renseignements égyptiens : les tunnels contre les frères musulmans »

Auteur : Mo'taz Billah Mohamed

14/03/2016



SYNTHESE: L'article aborde une information diffusée par la chaîne israélienne Arutz Sheva 7 faisant état de la rencontre entre les services de renseignement égyptiens et des membres du Hamas palestinien. Les Égyptiens auraient proposé à l'organisation de se distancer des Frères musulmans égyptiens en échange de l'arrêt des opérations de l'armée égyptienne ciblant les tunnels de contrebande entre le Sinaï et la bande de Gaza. De leur côté, les responsables du Hamas auraient tenté de convaincre les autorités égyptiennes qu'ils ne menaient pas d'actions contre Le Caire en apportant des preuves montrant qu'ils n'ont aucun lien avec les groupes armés dans le Sinaï.

COMMENTAIRE : Cette information a été très relayée sur le web arabophone entre le 14 et le 25 mars (plus d'une vingtaine de publications similaires). Les comptes égyptiens sur les réseaux sociaux comme Facebook ont permis une diffusion rapide de l'information et offert un nombre important de réactions très souvent pro Sissi et hostiles au groupe Hamas. Malgré une volonté évidente de la part du Hamas de se distancier des groupes djihadistes dans le Sinaï, force est de constater qu'il bénéficie de représentations très négatives au sein d'une large partie de la blogosphère égyptienne, dont de nombreux articles s'avèrent soutenir la politique étrangère de Sissi.

Sources: <http://www.masralarabia.com> (lien)

ضاحي خلفان يدعو لضم إسرائيل للجامعة العربية

« Dahi Khalfan appelle à l'intégration d'Israël par la Ligue arabe »

Auteur : Qahtan al Abouch

21/03/2016



SYNTHESE: L'adjoint au chef de la police de Dubaï, Dahi khalfan, a proposé d'intégrer Israël à la Ligue des Etats arabes afin de trouver une solution à la crise palestinienne. M. Khalfan est également revenu sur l'idée de la création d'un Etat palestinien, affirmant qu'un tel Etat dirigé par des Arabes aboutirait forcément à un Etat failli de plus dans la région. Il conclut qu'une alliance entre les Arabes et les juifs serait une grande réussite pour l'humanité.

COMMENTAIRE : Cet article du site de presse Eremnews basé à Abou Dhabi bénéficie d'une bonne visibilité, principalement auprès d'un lectorat jeune (25-35ans). M. Khalfan qui est un habitué des déclarations chocs est très suivi sur Twitter avec 1 300 000 abonnés, dans la grande majorité originaires des Etats du CCG. Son audience sur Twitter est orientée autour de trois cercles : 1. le noyau dur : les habitants de Dubaï ; 2. un second cercle reflétant une audience nationale ; et 3. un troisième cercle plus large, s'étendant à l'ensemble des Etats du CCG. Bien que M. Khalfan affirme que ces positions n'engagent que lui et pas les autorités de Dubaï, il est possible d'en douter à la vue de sa popularité. Ses

propos sont très commentés sur Twitter mais en raison de son poste au sein de l'administration, les critiques restent relativement discrètes et modérées, ce qui témoigne des limites de la liberté de parole qu'offrent les Emirats.

Sources: <http://www.aremnews.com/news/arab/gcc/456102>

F. Hacktivisme et cybercriminalité

الجيش الإلكتروني يغلق أكبر حساب لـ"الإخوان" على تويتر

« L'armée électronique égyptienne ferme le plus grand compte Twitter des frères musulmans sur Twitter »



Auteur : Adel Abderahim
07/03/2016

SYNTHESE: Khaled Aboubakr, le leader et fondateur du groupe « Egyptian Cyber Army » a fermé le compte Twitter le plus influent des Frères musulmans « Ikhwan scope » (<http://www.ikhwanscope.net/main/>). Ce compte leur permettait à ces derniers de communiquer avec la presse et les chaînes de télévision occidentales pour étendre leur influence. Pour l'heure, les Frères musulmans n'ont pas réagi à cette attaque.

COMMENTAIRE : Khaled Aboubakr, très influent dans la cybersphère arabophone depuis la révolution du 25 janvier en Egypte, est le fondateur et porte-parole de l'Egyptian Cyber Army, un groupe constitué de 500 hackers. A son passif, on trouve le piratage des services de renseignement qataris ainsi que le Ministère des télécommunications israélien¹. Le groupe est connu pour ses positions politiques pro-Sissi sur l'ensemble des thématiques liées à la protection des intérêts de l'Egypte. Le groupe a été très actif ce mois-ci. Il a attaqué trois cibles majeures : le Qatar, en publiant des photos de la coopération militaire et de renseignement entre Israël et le Qatar (publié le 13/03/2016),² la fermeture momentanée d'un site de propagande lié à Daesh³ (12/03/2016), ainsi que le compte Twitter des Frères musulmans égyptiens proche du Qatar. En outre, la vidéo postée le 16/03/2015 par le leader du groupe⁴ montre la volonté du groupe d'augmenter son influence en s'associant au site d'actualité égyptien pro-Sissi <http://www.nasr2day.com/>. Ce site dispose d'une page Facebook active (7000 likes, avec une moyenne de 10 articles par jour).

Sources: <http://www.albawabhnews.com/1811462>

1 : <http://goo.gl/se3qax>

2 : http://elsherouck.blogspot.fr/2016/03/blog-post_13.html

3 : <http://www.vetogate.com/2089048>

4 : <https://www.youtube.com/watch?v=Mxalxvv-TZ0>

مجموعة من الهاكرز تخترق الحاسب الشخصي لنتنياهو

« Un groupe de hackers pirate le matériel informatique personnel de Netanyahu »



Auteur : Rabih Yahya
07/03/2016

SYNTHESE: Un groupe de pirates informatiques a pris pour cible l'ordinateur personnel du premier ministre israélien. Les autorités compétentes ont déclaré que seul le terminal de Netanyahu a été piraté et par chance aucune information sensible ou stratégique n'a été volée, et ce malgré le niveau de protection très élevé autour des personnalités israéliennes.

COMMENTAIRE : Malgré l'investissement massif de la part d'Israël pour sécuriser ses infrastructures vitales, l'état hébreu subit plus de 1000 tentatives d'intrusion par jour dont plusieurs aboutissent. En effet, après le piratage de l'ordinateur de

Netanyahou, un groupe de hackers palestiniens a piraté le 11/03/2016¹ la deuxième chaîne israélienne pendant plus de 4 minutes. Une vidéo de l'attaque en direct a été postée² où figuraient des messages de propagande et de menaces envers Israël. Ces deux attaques donnent à voir le degré de technicité et d'organisation élevé des groupes palestiniens à mener des attaques informatiques contre Israël, malgré la mise en place d'une branche cyber d'intervention rapide au sein de l'armée israélienne, la branche C4I (command, control, computers, communications et information) de Tsahal mise en place par Gadi Eizenkot, le chef d'état-major des armées de Tsahal³. Cette nouvelle branche cyber a commencé à opérer à la mi-février 2016 et comporte 8 sections de soldats réguliers et réservistes experts en cyber dont le rôle principal est d'anticiper et de contrer les attaques informatiques visant les infrastructures numériques israéliennes.⁴

Sources : <http://www.aremnews.com/sciences-technology/internet/447588>

¹ <https://www.wam.ae/ar/news/arab/1395292762946.html>

² <http://goo.gl/SkbDPI>

³ <http://goo.gl/mMM9cA>

⁴ <http://www.al-arab-news.com/arabic-news/57507.html>

أنونيموس "ينقلب على تويتر ويتهمة بمساعدة داعش" « Anonymous s'empolte contre Twitter et l'accuse d'aider Daech »

Auteur : Israa Hassna

08/03/2016

SYNTHESE: Le groupe Anonymous a longtemps mis à profit ses services dans la lutte anti-terroriste, notamment en participant à la fermeture de plus de 125 000 comptes Twitter liés à Daesh depuis le milieu de l'année 2015. Malgré cette contribution, le réseau social Twitter mène une campagne contre les Anonymous en compliquant l'accès à leur compte ainsi qu'en suspendant l'un des comptes les plus influents «Opsis» créé par Anonymous et dédié à la lutte contre la propagande pro-djihad sur le web, qui sert de relais pour les attaques contre l'État Islamique et sa propagande sur les réseaux sociaux.

COMMENTAIRE : Le phénomène Anonymous a pris beaucoup d'ampleur ces dernières années et se voit utilisé, entre autres, par des pédophiles, comme le signale le site français Zataz.com¹. La campagne Anti Anonymous lancée par Twitter, qui se manifeste par la dégradation volontaire de ses services pour les membres du groupe, intervient un jour après le piratage de la messagerie vocale du candidat à l'élection américaine Donald Trump². En effet, le 04/03/2016, Anonymous déclarait dans une vidéo postée sur Youtube³ une guerre totale contre Donald Trump, allant jusqu'à la publication de plusieurs informations personnelles le concernant ainsi que les membres de son équipe électorale.⁴

Sources : <http://goo.gl/IsrDAg>

¹ : <http://www.zataz.com/pedophiles-anonymous/>

² <http://www.tomsquide.fr/actualite/anonymos-donald-trump,50545.html>

³ <https://www.youtube.com/watch?v=Ciavyc6bE7A>

⁴ : <https://ghostbin.com/paste/qdahn>

II. Focus

Les représentations de la crise libyenne dans le cyberspace arabophone

(partie 1)

En Libye, la prédominance du local sur le régional et du régional sur le national, héritage de l'histoire, est une clé de lecture essentielle de la complexité actuelle de l'enchevêtrement des clivages et de l'évaluation des conséquences d'une intervention militaire occidentale. Le cyberspace arabophone reflète-t-il cette complexité ?

La prédominance du niveau local est peu visible sur le web, bien que ce soit une évidence pour l'ensemble des experts et pour les précédents régimes libyens, qui l'avaient bien compris. Le Colonel Khadafi avait sous la coupe de son pouvoir central uniquement les affaires liées à la sécurité et au pétrole. Les tribus et pouvoirs locaux étaient chargés de gouverner leur propre zone.

En revanche, le web arabophone relaye abondamment la menace de l'EI, la lutte des gouvernements en Libye et surtout les différents niveaux d'ingérences étrangères (occidentales, moyen-orientales, régionales), avec près de 500 alertes traitées ce mois-ci (environ 20 articles par alerte). Certains articles vont jusqu'à mentionner la présence de quatre gouvernements, dont l'EI, avec de nombreuses milices affiliées à chacun. Ces affiliations sont très mouvantes, à un tel point qu'il est impossible de les cartographier. A cela s'ajoute la loi excluant de la scène politique toute personne ayant occupé des postes à responsabilité sous les 42 années de l'ancien régime de Khadhafi. Aucune différence de traitement n'est faite entre ceux qui ont commis des crimes, ceux qui étaient de simples fonctionnaires, ou ceux qui ont rejoint la révolution. Cette loi crée *de facto* une fracture sociale entre révolutionnaires et contre-révolutionnaires, utilisée par l'EI pour s'imposer dans une zone tampon entre les deux gouvernements principaux. Ces deux gouvernements, la société libyenne et les pays voisins sont unanimes dans le refus d'une intervention militaire occidentale qui ne ferait que le jeu de l'EI.

Les sites arabophones qui traitent de la question libyenne sont majoritairement égyptiens, libyens ou originaires du Golfe (Arabie Saoudite et Emirats), d'où un fort tropisme en faveur du général Haftar. Et contrairement à la question syrienne, la crise libyenne ne fait l'objet d'aucune émotion dans les médias arabophones.

Ce focus s'organise autour de la question des **ingérences internationales** qui domine le web arabophone avec d'un côté l'occident (ONU, UE, France, Italie) et de l'autre les pays voisins et de la région. Le focus du mois prochain (partie 2) abordera les dimensions locales et nationales de la crise libyenne.

1/ L'Occident, les Russes et l'ONU:

La dimension la plus relayée et discutée à travers les médias arabophones en ligne est sans aucun doute l'internationalisation du dossier libyen, en raison d'une actualité abondante (otages italiens enlevés puis libérés, attentats à Bruxelles puis en Tunisie, détournement d'un avion égyptien, crise des migrants en Europe, etc.). Toutes ces problématiques sur le web arabophone renvoient systématiquement à l'enjeu libyen qui est, lui, de plus en plus associé à l'EI.

L'ONU et l'UE

Les préparatifs d'une intervention militaire occidentale imminente sont au cœur des rumeurs et des échanges sur le web arabophone ce mois-ci. Les indices des préparatifs sont traqués quotidiennement, à travers notamment la traduction et

l'analyse de la presse occidentale (*The Guardian*, *Der Spiegel*, *le Point*, *Le Figaro*, etc.) et les déclarations officielles très suivies des ministres européens et de leurs porte-paroles des Affaires étrangères et de la Défense, au premier rang desquels les Italiens, les Français puis les Américains. Le web arabophone développe principalement deux éléments d'explication: le spectre Daesh en raison de son emprise territoriale grandissante en Libye, liée principalement au vide de pouvoir au niveau national et au recul de l'EI en Syrie et en Irak, conséquence directe des frappes de la coalition ; et l'enjeu de politique intérieure européenne, liée à la crise des migrants. La Libye est présentée comme le « hub », « le passage obligatoire » des flux migratoires partant d'Afrique subsaharienne en direction de l'Europe. **Les conditions sont donc optimales pour l'implantation et l'enracinement de Daesh en Libye.** Désormais, la représentation de la Libye comme « nouvelle frontière de l'Occident dans sa guerre contre l'EI » est dominante sur le web arabophone¹.

Toutefois, redoutant un veto russe à l'ONU, les Occidentaux se retrouvent dans l'obligation de devoir donner une base juridique solide à leur intervention. Le précédent libyen en 2011 et son impact sur le dossier syrien est fréquemment rappelé. Pour ce faire, il faudrait que les autorités libyennes en fasse la demande officielle. Or les deux gouvernements (l'un à Tripoli, l'autre à Tobrouk), bien que fortement antagonistes, rejettent tous deux le principe même d'une intervention étrangère sur le sol libyen².

La très grande majorité des articles arabes commente le fait qu'aux yeux des Américains et des Européens, il est impossible d'attendre la fin du processus de réconciliation nationale, qui s'éternise, d'où la formation dans « la précipitation » en décembre dernier puis l'imposition sous l'égide de l'ONU d'un nouveau gouvernement d'union nationale comme représentant légitime exclusif du peuple libyen. Cette représentation d'un « passage en force » et de l' « **illégalité du gouvernement d'union nationale imposé de l'extérieur** » est extrêmement relayée et commentée par les partisans des différentes parties, ainsi que la plupart des médias arabes en ligne. Les pressions, notamment de la part des Etats-Unis et de la France, sont particulièrement dénoncées, alors que le pays est en proie au chaos et déchiré par la guerre civile³.

Ce sont néanmoins les **menaces de sanctions** prises par l'UE, sous l'influence en particulier de la France selon de nombreux articles, et l'appel occidental répété **du transfert le plus rapidement possible et à tout prix** du gouvernement d'union nationale à Tripoli qui suscitent le plus de **réactions (négatives)** de la part des partisans des deux gouvernements sur le terrain⁴. Ils suscitent aussi beaucoup **d'incompréhension** dans les articles de fond arabophones ; autant de prises de position qui sont jugées extrêmement dangereuses : « Quel intérêt à part faire le jeu de l'EI et de la discorde ? »⁵.

Dans les représentations des intellectuels arabes ou experts libyens, les responsables militaires et politiques occidentaux apparaissent comme des acteurs ne comprenant rien aux dimensions du conflit. Pour ces derniers, la prochaine guerre en Libye ne serait qu'une affaire de quelques semaines⁶.

L'Italie

Il s'agit du pays le plus concerné par les rumeurs sur le cyberspace arabophone ce mois-ci. Selon la rumeur la plus répandue, Rome devrait prendre sous peu le leadership de la future coalition militaire internationale (sous mandat américain)

¹ www.lebanese-forces.com/2016/02/25/isis-libya-11/

² www.albayan.ae/one-world/directions-bearings/2016-03-07-1.2589101

³ www.yafa-news.net/archives/175907

⁴ www.al-akhbar.com/node/254149 (14/3)

⁵ www.erehnews.com/news/arab/452379

⁶ Le 21/2/2016, www.lisireport.wordpress.com ([lien](#))

avec l'envoi de 5000 soldats sur le terrain pour sécuriser Tripoli⁷. La présence de 40 agents commandos et de 50 forces spéciales sur le terrain libyen est parfois rappelée pour abonder dans ce sens⁸.

Les réactions sont nombreuses : « Tentative du retour de l'ancienne puissance coloniale »⁹, « ambitions d'occupation » de l'ancienne puissance coloniale, etc. Les appels à la résistance pour protéger la souveraineté du pays émanent aussi bien des partisans du gouvernement de Tripoli que de celui de Tobrouk¹⁰. Face à cette agitation de la blogosphère arabophone, le gouvernement italien a réagi, démentant tout projet d'intervention militaire sans accord préalable sur un gouvernement d'union nationale, précisant néanmoins : « Nous ne reculerons pas si la situation le nécessite, mais ce n'est pas le cas pour l'heure »¹¹. Curieusement, le site égyptien Youm7, suivi sur les réseaux sociaux par plus d'un million d'abonnés et largement dominé par les Egyptiens, les Saoudiens et les Emiratis, est l'unique site arabophone ayant diffusé la position italienne la plus ferme à l'égard du protégé du chef de l'Etat égyptien, l'ancien général libyen Khalifa Haftar, commandant de l'Opération Karama. En effet, les Italiens refusent l'entrée de Haftar au sein du gouvernement d'union nationale, lui reprochant d'alimenter « les flammes de la guerre civile »¹².

Toute cette activité sur le web autour de l'Italie a eu pour réponse une annonce de l'EI, comme toujours fortement relayée dans les médias arabophones : l'annonce de l'ouverture d'un nouveau « front » à Rome et à l'encontre de tout autre pays européen se dressant contre son implantation en Libye¹³.

La France

On distingue clairement deux traitements différenciés de l'information relative au positionnement français sur le web arabophone, selon qu'elle émane du Ministère de la Défense ou du MAEDI. En général, peu d'informations ont circulé ce mois-ci sur la présence de Forces spéciales françaises en Libye. Un des rares à avoir tweeté sur ce sujet est le chercheur spécialiste en groupes islamistes Abou Omar al Tahami le 25 mars :

انباء عن نزول قوات خاصه فرنسيه بمنطقة النخيل بجنزور غرب العاصمة #طرابلس #ليبيا #الدولة_الاسلامية

(Nouvelles à propos de la descente des forces spéciales françaises dans la région al Nakhil Banzour, à l'ouest de la capitale #Tripoli #Libye #Etat islamique)¹⁴. Notons qu'il bénéficie d'une audience très moyenne et que l'information n'a absolument pas circulé dans les médias en ligne.

La position prudente du Ministère de la Défense quant à une éventuelle intervention militaire en Libye a été assez relayée, notamment à travers la traduction d'un article *du Monde* reprise en boucle : « La France mène une guerre non déclarée en Libye contre les extrémistes »¹⁵. Le contraste a été remarqué et souligné par rapport aux déclarations de l'ancien CEMA qui dès août 2014 avait été un des premiers occidentaux à parler de la nécessité d'intervenir militairement en Libye. L'inquiétude du Ministère de la Défense à l'égard des trafics de migrants et du rôle central de la Libye dans le trafic de migrants a également fait l'objet d'articles, notamment sur Youm7¹⁶.

⁷ Le 04/03/16, www.akherkhabaronline.com ([lien](#))

⁸ www.elwatannews.com/news/details/1011373

⁹ www.stopnews1.com ([lien](#))

¹⁰ www.elkhabar.com

¹¹ Le 7/3/2016, www.gulfeyes.net/qatar/67203.html, http://zuhairnews.blogspot.fr/2016/03/blog-post_756.html

¹² Le 18/3/2016, www.youm7.com/story/2016/3/18/

¹³ Le 14/3/2016, www.arabic.rt.com

¹⁴ <https://twitter.com/jaalaaad8>

¹⁵ www.emaratayoum.com/politics/reports-and-translation/2016-03-06-1.876311

¹⁶ www.youm7.com

Néanmoins, la représentation qu'en dépit des déclarations modérées de Romain Nadal, porte-parole du Mindef (pas de coalition internationale sans un gouvernement d'union au préalable), les intentions françaises n'en sont pas moins claires, se répand de plus en plus. L'intervention militaire vue de Paris est présentée comme inexorable et imminente (dans les 6 mois)¹⁷.

Les déclarations du ministre des Affaires étrangères français ont connu un écho nettement plus important après sa visite en Tunisie. Ce que les articles retiennent le plus, ce sont ces positions intransigeantes sur le transfert « le plus tôt possible » à Tripoli du gouvernement d'union. De même, le fort activisme du ministre brandissant la menace de sanctions financières à l'encontre de toute personne refusant de reconnaître le gouvernement d'union nationale, notamment à l'encontre les dirigeants du gouvernement de Tripoli a été repris en boucle, quelle que soient la couleur politique ou la nationalité des sites. Les partisans du gouvernement de Tripoli ont dénoncé « une ingérence intolérable » dans les affaires intérieures libyennes¹⁸. Enfin, certains articles soulignent le fait que la France s'intéresse davantage au sud de la Libye qu'à Syrte, en raison de ses opérations militaires en cours dans la région : présence dans le Fezzan de groupes que la France combat au Mali et enjeux de la transfrontaliérité des nomades djihadistes comme les Touaregs mais aussi Aqmi, Boko Haram, etc.

La Grande-Bretagne

Bien que fort discrète sur le plan politique, la Grande-Bretagne, par la présence de ses Forces spéciales sur le terrain libyen (et dans une moindre mesure, en Tunisie) fait l'objet d'un très grand nombre d'articles factuels. L'objectif de leur présence serait la formation de milices locales pour lutter non seulement contre l'EI mais aussi contre les milices de l'alliance Fajr Libya (alliée du gouvernement de Tripoli)¹⁹. Depuis le 25 mars, une rumeur agite le web arabophone, selon laquelle la Jordanie et la Grande Bretagne « prépareraient une guerre secrète en Libye ».

Les Etats-Unis

Les Etats-Unis apparaissent en filigrane dans la majorité des articles traitant des ingérences étrangères. Ils sont totalement assimilés aux « occidentaux » et souvent associés aux Européens (objectifs communs), bien qu'il soit précisé qu'en raison de la proximité géographique, la menace pesant sur les Européens est plus immédiate. Quelques rares articles se sont fait l'écho des propos de Kerry semblables à ceux prêtés aux « Européens ». C'est néanmoins un ambassadeur américain qui a lancé la rumeur selon laquelle l'Italie allait envoyer 5000 soldats à Tripoli, information que les autorités italiennes ont eu du mal à démentir sur le web arabophone.

Les **rumeurs de préparatifs d'intervention** militaire sont nombreuses (les articles sont nombreux sur la planification d'opérations du Pentagone²⁰) et inquiètent non seulement les intellectuels et experts libyens mais le web arabophone tout entier.

La Russie

Ce mois-ci, la Russie est quasi absente de la thématique libyenne sur le web arabophone. Un seul article a repris l'information suivante parue dans *Le Point* selon laquelle la visite officielle de Sergueï Lavrov en Algérie s'est déroulée alors même que les Américains effectuaient des vols de reconnaissance au-dessus de la Libye. Se jouerait-il un rapport de force entre les deux grandes puissances en Libye comme en Syrie ²¹? La Russie a-t-elle la volonté de jouer un rôle dans la reconstruction des alliances sur le terrain ? Curieusement, cette information n'a pas été reprise, ni n'a suscité de réaction sur

¹⁷ www.omandaily.com/?p=331903

¹⁸ Le 18/03/2016,

www.alhurra.com/content/france-to-impose-sanction-libyan-leaders/299496.html#ixzz43uSo76Re18/3/2016.

et www.skynewsarabia.com

¹⁹ Le 28/2/2016, www.masalarabia.com ([lien](#)) et le 25/03/16, www.desktop.arabi21.com ([lien](#))

²⁰ <http://alarab.qa/story/804965/ليبيا-الضرب-مفصلة-خطة-جز-البن-تاجون>

²¹ Le 10/03/2016, ww.alkhaleej.ac ([lien](#))

le web arabophone. En revanche, les Russes sont actifs à travers leur site arabophone Sputniknews. Ils ne laissent aucun doute sur les vellétés militaires occidentales²². En règle générale, ils ne sont pas les seuls. De plus en plus nombreux sont les articles à rappeler la responsabilité occidentale dans le chaos libyen actuel (intervention militaire en 2011 puis « abandon du pays aux Seigneurs de guerre ») et à dénoncer les vellétés guerrières occidentales présentées comme contre-productives (pire, elles renforceraient le chaos) aussi bien pour la population libyenne que pour l'ensemble de la région alors qu'elles ne répondraient qu'à des objectifs exclusifs de protection des intérêts occidentaux (EI, migrants et les hydrocarbures).

2/ Les pays limitrophes et régionaux :

Le web arabophone est nettement moins prolifique quant à l'ingérence des Etats voisins en Libye, en particulier les Etats africains mais aussi, plus curieusement, les Etats du Golfe qui pourtant s'avèrent fort actifs sur le dossier.

Les pays africains (Tchad, Niger, Soudan)

Leurs positions sur la thématique libyenne sont complètement absentes des alertes traitées. Pourtant, au Soudan, ils sont de langue arabe. Seuls les articles traitant du Fezzan (sud-Libye) ou des mouvements séparatistes (majoritairement Tobou) font allusion aux pays africains limitrophes quand il est question des trafics transfrontaliers en tout genre. Mais rien ne transparait sur leurs réactions ou leurs représentations de menaces.

Sissi et l'Egypte

Le web arabophone est clairement dominé par l'activisme et la vision de Sissi sur le dossier libyen. Ce dernier bénéficie en effet du relai de nombreux sites et bloggeurs égyptiens qui noient les autres informations. Sissi appelle les Occidentaux à soutenir et armer son allié, Khalifa Haftar plutôt que d'intervenir militairement en Libye. Il rappelle que le danger ne vient pas uniquement de l'EI mais de tous les autres groupes terroristes sur le terrain. En outre, selon certains, l'enlèvement de 12 travailleurs égyptiens par l'EI en Libye (information très relayée) viserait à forcer l'armée égyptienne à intervenir sur le terrain libyen²³. Enfin, sur la question du séparatisme Tobou, seul l'article précédemment cité sur le Qatar mentionne l'inquiétude de l'Egypte face à l'idée de partager une frontière commune avec les Tobou (une tribu non arabe réclamant la reconnaissance de ses particularismes culturels). Néanmoins, l'article fait avant tout allusion au transfert du rapport de force entre l'Egypte et le Qatar sur la question tobou.

Refus d'une intervention étrangère (Algérie, Tunisie, Maroc, Egypte)

A la lecture des très nombreux articles relatifs à l'EI, on décèle une véritable inquiétude face au phénomène d'expansion du terrorisme dans la région et aux impacts redoutés sur les scènes politiques intérieures des pays voisins. Cette représentation de menace expliquerait leur refus catégorique de la perspective d'une nouvelle intervention militaire étrangère en Libye²⁴. Plus que tout, ils redouteraient les répercussions de la spirale de violence en Libye que l'intervention engendrerait forcément.

Cette peur des représailles de l'EI (mais aussi d'AQmi) serait d'ailleurs à l'origine des refus tunisien et algérien en décembre dernier d'accueillir sur leurs territoires respectifs les négociations pour la formation du gouvernement libyen d'union nationale sous l'égide de l'ONU. Cette entité est, on l'a vu, est représentée comme une couverture occidentale pour une prochaine

²² www.arabic.sputniknews.com/arab_world/20160312/1017840394.html#ixzz43w8iFyGd

²³ www.vetogate.com/2093711

²⁴ www.alarabiya.net : [lien](#)

intervention militaire. Ni l'Algérie, ni la Tunisie n'entendent être identifiées à l'échec du processus de réconciliation. Les nombreux articles relayant les représentations de ces pays font état de leur positionnement clair en faveur d'un véritable dialogue national n'excluant aucune partie, y compris les plus extrémistes, pour assurer une réelle représentativité libyenne. Pour eux, une intervention militaire occidentale ne répondrait qu'aux intérêts occidentaux mais certainement pas régionaux²⁵.

Cas de la frontière Tunisienne

Suite aux attentats qui ont eu lieu à Ben Gardene en Tunisie (le 7 mars dernier), la représentation selon laquelle ils auraient eu lieu en représailles à des bombardements américains sur Sabratha le 19 février 2016 est la plus répandue. Il s'agirait d'une stratégie préemptive de l'EI, avant la construction d'un mur le long de la frontière tuniso-libyenne. Les propos du journaliste David Thompson sont également repris, notamment au sujet du danger des cellules dormantes en Tunisie, pour beaucoup de retour de Syrie, d'Irak et de Libye²⁶. Les articles tunisiens traitant du danger de la frontière tuniso-libyenne ont été nombreux les jours qui ont suivi l'attentat, faisant état de l'inquiétude des autorités tunisiennes et de la peur des populations locales face au spectre Daesh. Les projets de coopération pour sécuriser cette frontière avec les Américains, les Français et les Britanniques ont également fait l'objet de nombreux articles et commentaires.

Les Etats du Golfe et la Turquie

La Turquie n'apparaît à aucun moment dans les analyses et articles étudiés. Seul un article a été consacré à la position du Qatar par rapport au Sud libyen et le mouvement indépendantiste de la tribu du Tobou repris tel quel, en boucle par d'autres médias. Les Qataris soutiendraient les Toubou afin d'affaiblir Haftar, et par conséquent son allié régional, l'Egypte, adversaire du Qatar sur la question des Frères Musulmans. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'article émane d'un des plus grands quotidiens égyptiens, al-Ahram²⁷.

L'Iran

Quelques articles se concentrent sur le rôle de l'Iran en Libye, accusée notamment par des sites saoudiens d'attiser le feu et de s'ingérer dans les affaires intérieures libyennes en soutenant les séparatistes²⁸. Toutefois, les volumes sont insignifiants par rapport à ceux relatifs aux pays occidentaux. Les sites dont émanent ces rares informations sont connus pour leurs prises de position en faveur de la ligne officielle saoudienne qui livre une guerre d'influence sur le web arabophone aux alliés de l'Iran.

Question transverse : l'EI en Libye

On ne compte plus les articles relatifs à l'EI en Libye sur le web arabophone, et ce, à tous les niveaux d'analyse. Tout est commenté en boucle, que ce soit le changement de direction de l'EI en Libye, ses méthodes de recrutement, l'évolution de ses stratégies opérationnelles, ses exactions, etc.²⁹. L'idée selon laquelle l'EI en Libye serait beaucoup plus dangereux qu'en Irak et en Syrie est particulièrement relayée. Bien que de nombreux articles s'intéressent à son implantation dans le nord et sur la côte libyenne (attaques de l'EI contre des champs de pétrole et les ressources en eau dans le Croissant pétrolier contrôlé par la milice d'Ibrahim Jadhra), on observe une augmentation très nette des articles portant sur les enjeux régionaux et internationaux que son extension territoriale soulève dans la région du Fezzan.

²⁵ Le 21/02/2016, www.lisireport.wordpress.com ([lien](#))

²⁶ Le 16/03/2016, www.annahar.com ([lien](#))

²⁵ www.ahram.org.eg ([lien](#))

²⁸ www.alriyadh.com/1140868 et <http://www.aleqtisady.com/araby-news/69146.html>

²⁹ Le 20/03/2016, www.light-dark.net ([lien](#))

Conclusion

Le cyber arabophone est unanime sur les dangers d'une intervention militaire occidentale qui se ferait contre la volonté du peuple libyen. La très grande majorité des articles traite des dimensions internationales voir nationales mais très peu des problématiques locales, et notamment tribales qui devront pourtant être la base du futur gouvernement libyen, si l'on veut qu'il soit reconnu par l'ensemble des composantes de la société libyenne. Pour confirmer ces tendances, il conviendra le mois prochain d'exploiter de manière approfondie Facebook et Twitter dans l'analyse des dimensions nationales et locales de la crise libyenne.

